

Une plateforme électorale Solidaire courte, lisible mais affreusement frileuse **La voie tracée par Mamdani mènerait à une plateforme du soin et du lien**

Rendons à César ce qui lui revient. La proposition de plateforme électorale (PPÉ) de la direction de Québec solidaire n'est pas indigeste. Elle pourrait même être jugée lisible par une bonne partie de l'électorat et non seulement par la militance férue de politique. C'est à souligner. Si on l'analyse en termes d'engagements précis qu'on serait capable d'évaluer précisément à la fin du mandat, on peut en compter une cinquantaine. Un bon tiers des engagements concrets concerne la thématique ajoutée *Démocratie et droit du travail* dont l'abolition de plusieurs lois scélérates et liberticides de la CAQ sans compter le rétablissement du « *Programme de l'expérience québécoise (PEQ) et [l'accélération] la réunification familiale* ». Plusieurs concernent l'ajout de temps libre rémunéré. Ces engagements démarquent clairement les Solidaires des autres partis susceptibles d'être présents à la prochaine Assemblée nationale. En termes de stratégie électorale ressort l'engagement traditionnel Solidaire d'« *une démarche d'assemblée constituante chargée de rédiger la Constitution du nouveau pays du Québec indépendant au cours de son premier mandat. Cette proposition de Constitution d'un Québec-pays sera ensuite soumise à la population par voie référendaire pour en confirmer l'adoption démocratique, qui mènera à la Déclaration d'indépendance.*

Accompagnant cet engagement stratégique fort, quand même refoulé à la fin de la PPÉ, on trouve des engagements signalant un Québec inclusif et solidaire envers les peuples du monde. On affirme que « *le projet d'indépendance* » sera fondé « *sur les principes de justice, de décolonisation et d'autodétermination des peuples* » mais il n'est pas précisé que ces principes eu regard aux peuples autochtones et inuit signifient le droit de se séparer du Québec. Il est fort à propos de déclarer qu'« *[a]u lendemain d'un référendum gagnant, un gouvernement solidaire offrira un accès accéléré, volontaire et gratuit au processus de citoyenneté québécoise à toutes les personnes résidentes permanentes* ». Pourquoi ne pas avoir plus simplement affirmer que 'le lendemain d'un référendum gagnant, toutes les personnes résidentes permanentes pourront sans exception devenir citoyennes'. La formulation choisie laisse planer un doute sur l'aboutissement de la démarche ce qui immanquablement sèmera le doute auprès des personnes racisées concernées. Certains des engagements de francisation sont clairs et testables : l'application de « *la loi 101 à l'ensemble des entreprises de dix personnes employées et plus, tout en faisant reposer le fardeau sur les entreprises pour la formation de son personnel.* » Qu'en est-il, au-delà des énoncés sans engagements concrets et vérifiables, des autres personnes concernées par la francisation ? À souligner « *la politique de lutte au racisme systémique [...] et la reconnaissance de l'État palestinien par l'Assemblée nationale et [la fermeture du] bureau du Québec à Tel-Aviv.* » N'aurait-il pas fallu aussi reconnaître le génocide sioniste et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, et dénoncer les guerres et menaces d'invasion de toutes les puissances impérialistes ?

En renonçant à un tournant Mamdani, la plateforme se cramponne au centre-gauche

N'eut été du coup de point stratégique de la démarche indépendantiste, la PPÉ reste une plateforme typique de centre-gauche à des années-lumière de celle plus radicale, en fait conséquemment social-démocrate, du Démocrate de gauche Mamdani membre des Democrat Socialists of America (DSA). [Mamdani s'est engagé](#) à hausser « *le salaire minimum de NYC à 30 \$US/heure d'ici 2030* » contre 20 \$CDN pour la PPE. Pendant que Mamdani s'est engagé à « *mettr[e] en place une garde d'enfants gratuite pour tous les New-Yorkais âgés de 6 semaines à 5 ans* », la PPÉ reste silencieuse à propos de la gratuité des garderies. Pendant que Mamdani s'engage à « *créer un réseau d'épicerie municipales* », la PPÉ ne créera qu'« *un projet pilote d'épicerie sans but lucratif* ». Pendant que Mamdani s'engage à « *éliminer définitivement le tarif sur chaque bus de la ville – et les rendr[e] plus rapides en construisant rapidement des voies prioritaires* », la PPÉ ne s'engage qu'à « *réduir[e] significativement le prix des titres de transport* ». Il n'est plus question de gratuité sur 10 ans comme en 2018 ou à terme comme en 2022. Quant aux voies prioritaires ni vu ni connu.

La PPÉ veut « *réformer la fiscalité des grandes entreprises et des grands patrimoines [...] instaurer une taxe progressive [combien ?] sur la part des grandes fortunes excédant 25 millions de dollars* » soit à peine plus que le dixième d'un pour cent des ménages et, enfin un peu de précision, « *imposer également la totalité des gains en capital et des dividendes* ». « *Le plan de revenus de Zohran augmentera le taux d'imposition des sociétés pour l'aligner sur les 11,5% du New Jersey, générant ainsi 5 milliards de dollars. Et il imposera aux 1% des New-Yorkais les plus riches — ceux gagnant plus de 1 million de dollars annuellement — un impôt fixe de 2% (actuellement, les taux d'imposition sur le revenu de la ville sont essentiellement les mêmes que vous gagniez 50 000 ou 50 millions de dollars).* » Les ordres de grandeur paraissent semblables, plutôt modestes. Mais l'administration Mamdani dirige une ville au pouvoir de taxation limité qui compte sur des revenus supplémentaires de l'état... qui ne viendront peut-être pas à moins de pression populaire.

Pendant que Mamdani « *gèlera immédiatement le loyer* » pour deux millions de locataires, la PPÉ propose bien le gel universel des loyers mais seulement après avoir refile l'inflation aux locataires ! Pourquoi ne pas faire la promotion, tant qu'à y être, du profit juste si ce n'est injuste étant donné qu'implicitement la PPÉ ne remet pas en question le gonflement postpandémie des loyers. La PPÉ reste fidèle à la revendication du FRAPRU de « *50 000 logements sociaux et communautaires dans un premier mandat* » soit 10 000 par année alors que Mamdani, pour une population un peu inférieure à celle du Québec, s'est engagé à construire 20 000 logements à loyer régulé chaque année. Ne tombe-t-il pas sous le sens qu'avec la crise du logement qui s'est gravement empirée depuis la pandémie il ne suffit plus de proposer que seulement environ 20% de la nouvelle construction au Québec soit sociale ? Cet effort ne ferait que [répondre à très très petit feu](#) au fait qu'« *un locataire sur cinq a eu de la difficulté à payer son loyer au cours de la dernière année [soit à] l'échelle du Québec [...] plus de 700 000 personnes.* » c'est-à-dire environ

320 000 ménages. En revanche, la PPÉ favorise le soutien à la propriété privée de son logement. Étonnante préoccupation pour un parti de gauche.

L'enjeu de la lutte climatique, enjeu fondamental du XXI^e siècle, sombre dans l'insignifiance

Là où le bât blesse et pas à peu près c'est pour la thématique de la lutte climatique baptisée platement « *Environnement, transition socioécologique et transports* ». Cette thématique qui aborde la grande contradiction du XXI^e siècle pour ne pas que l'humanité sombre dans la terre-étuve chapotait les plateformes de 2018 et 2022. Ce n'est plus le cas. On se dit que la PPÉ a voulu l'intégrer aux thématiques de 2026 qui retiennent plus l'attention soit le coût de la vie et le logement. Nenni. La plateforme 2022 exigeait « *50 000 logements sociaux écoénergétiques* ». On se serait attendu que la PPÉ reprenne la caractérisation « *écoénergétique* », il est vrai fort peu présente dans le discours Solidaire. La PPÉ aurait pu la concrétiser en spécifiant que ces logements sociaux devraient être à la fine pointe de la technologie de l'isolation thermique sans compter l'ajout de toits verts ou de panneaux solaires. On cherche en vain dans la PPÉ pour une politique de mise à niveau écoénergétique de tous les bâtiments récupérables du Québec à commencer, d'ici 2030, par tous ceux chauffés aux énergies fossiles, en particulier le gaz naturel, en plus de les convertir au chauffage électrique. Une telle politique facile et évidente est pourtant le b-a-ba de toute politique de lutte climatique sans compter un code du bâtiment en conséquence applicable à toutes les constructions neuves. Une mesure plus audacieuse mais indispensable pour en finir avec l'énergivore étalement urbain serait l'interdiction de la construction des maisons individuelles et en rangées par définition ouvertes aux quatre vents. Ce serait la meilleure façon de « *favoriser une vision de l'urbanisme ayant à cœur le transport durable, l'accessibilité et la proximité des services.* »

Cette déception se conjugue à celle sur le transport en commun dont on a constaté la reculade tant vis-à-vis la gratuité que les voies exclusives pour autobus et tramways dans la trame urbaine. Cette démission signifie la capitulation du parti vis-à-vis l'électrique auto solo, de plus en plus le VUS solo, laquelle par défaut, par la seule force du marché devrait-on dire, se substitue à l'auto solo à essence même si le trumpisme ambiant ralentit le rythme de remplacement. Il faut prendre toute la mesure de cette démission laquelle tient pour acquis le passage de l'extractivisme trumpien des énergies fossiles à l'extractivisme bourgeois bien-pensant du tout-électrique. Celui-ci parsème la planète de polluantes et énergivores mines à ciel ouvert et de leurs ribambelles de fonderies et usines de recyclage tout aussi polluantes et énergivores. C'est là d'aller d'un Scylla bien connu et dénoncé à un Charybde qu'on apprend à connaître et dont on prend conscience. Faut-il se surprendre que la PPÉ reste coite face au Plan d'action d'Hydro-Québec qui prévoit des investissements de 200 milliards \$ pour hausser de 50% la production électrique de moins en moins en faveur de la filière batterie en chute libre et de plus en plus en faveur des centres de données pour l'intelligence artificielle et l'industrie de guerre. Ce sera le peuple québécois qui paiera ces gargantuesques investissements qui saccageront les bassins versants et chambouleront les forêts soit par la hausse des tarifs

d'électricité soit par la baisse des dividendes d'Hydro-Québec à l'État. La plateforme de 2018 qui avait présidé à la percée Solidaire proposait au moins de « *[r]apatrier la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés* ». Quant à l'expropriation du secteur privé de l'éolien dont il était question dans la plateforme 2008, la PPÉ n'en parle plus. Pourtant cette propriété privée explose par la vertu du plan d'expansion d'Hydro-Québec.

Où est la société du soin et du lien qui est au cœur de la justice climatique et sociale ?

Une société québécoise alternative arrêtant net la débandade climatique ne se contente pas d'œuvrer à la nécessaire décroissance matérielle en attaquant frontalement ces deux piliers que sont l'auto solo et la « villa campagnarde » pour le plus grand soulagement du budget des ménages populaires et le plus grand malheur des banques dont l'endettement des ménages est le coussin de leurs profits mirobolants. On s'attendrait à ce que la PPÉ propose une société du soin et du lien en faisant des services publics la base de son économie et non pas les grandes entreprises manufacturières contrôlées par une poignée de transnationales dont les GAFAM sont le fer de lance. La PPÉ ne prend nullement à bras-le-corps cette seconde tâche stratégique.

Il n'est plus question comme dans la plateforme 2018 d'ouvrir les CLSC « *24 heures sur 24* » ou comme dans celle de 2022 d'avoir « *un réseau de CLSC ouverts 24h sur 24, sept jours sur sept* ». Côté lutte contre la privatisation, il n'est plus question comme en 2018 d'« *[i]ntégrer les cliniques réseaux et les GMF aux CLSC* » ou en 2022 de « *nationalis[er] les CHSLD privés* » mais seulement de mettre fin à la dérive de la privatisation sans questionner les acquis du secteur privé sauf à mettre « *graduellement fin au financement des cliniques privées* » sans préciser d'échéance et sans réclamer leur nationalisation et leur intégration dans le secteur public. La PPÉ met de l'avant la mise à niveau des infrastructures du secteur de la santé qui tombent en ruine et l'embauche de personnel supplémentaire mais ne précise aucune cible, aucun montant et aucune échéance. Idem pour le système scolaire. La PPÉ veut bien réduire le coût des médicaments par la magie d'un futur Pharma-Québec mais elle ne prône pas leur gratuité. Toutefois les soins dentaires seront gratuits... pour les 18 ans et moins. On ne parle plus d'« *assurance dentaire publique et universelle* » comme en 2018 ou « *une assurance dentaire publique, universelle et gratuite* » comme en 2022.

La PPÉ dénonce l'école à trois vitesses et prône l'école commune. Comme mesure concrète pour y arriver, elle met de l'avant « *l'accès aux programmes particuliers non conditionnel aux résultats scolaires ou à des frais* ». Cette mesure inclut-elle l'école privée ou seulement ces programmes au sein de l'école publique ? On ne sait trop. Il n'est pas clair non plus que concerne l'école privée la « *gratuité scolaire complète du primaire à l'université* » à être implantée que « *graduellement* » sans fixer d'échéance. En tout cas, on ne parle nulle part de réduire ou supprimer les subventions à l'école privée encore moins de la supprimer. « *Le programme de lunchs universel [...] valorisant les aliments sains issus de l'agriculture locale* » ne fait pas appel aux aliments biologiques. Idem pour les incitations (lesquelles ?) aux épiceries pour favoriser l'achat local. Nulle part dans la PPÉ est-il question d'agriculture biologique et encore moins

d'alimentation carnée. Elles sont pourtant l'assise de la transformation de l'agro-industrie vers une agriculture écologique absolument nécessaire pour abaisser les gaz à effet de serre (GES) et améliorer la santé publique alors que pourtant la PPÉ met de l'avant la prévention. Où est le paragraphe sur l'agriculture biologique dans la plateforme 2018 et la référence de 2022 ?

On comprendra qu'avec un si piteux plan d'action pour entreprendre la vitale lutte écologique tant pour le climat que pour la biodiversité, la PPÉ renonce à la cible 2030 de réduction des GES de 55% qui était la sienne dans la plateforme de 2022. Pire, le parti se rallie à la cible gouvernementale de 37.5% que les écologistes bien au fait des rapports du GIEC ont toujours déclaré comme totalement insuffisante. De dire le Front commun pour la transition énergétique dans sa feuille de route [Québec Zen](#), « *cette cible n'est pas assez ambitieuse pour permettre au Québec de faire sa juste part dans l'effort planétaire vers la carboneutralité.* » Même pour la redistribution de la richesse indispensable non seulement pour la justice sociale mais aussi pour s'attaquer à l'énergivore consommation effarante des riches de ce monde comme l'ont démontré maints [rapports d'Oxfam](#), le compte de la PPÉ n'y est pas. Et encore plus pour contrôler la propriété et canaliser les profits qui en découlent vers cette construction de la société du soin et du lien. Cette société réduit la production matérielle au strictement nécessaire besoins vitaux contemporains et au bon fonctionnement des services publics radicalement approfondis et étendus. Financer ce tournant social majeur mais surtout bloquer les grands projets inutiles et ruineux tels centres de données, filière batterie, industrie de guerre, métros, trains aériens (REM), barrages, champs éoliens exige l'essentielle gestion bancaire publique de l'épargne nationale. Il n'est nullement question dans la PPÉ. Ne pas le faire conduit à « l'austoritarisme » permanent du seul fait de l'inévitable riposte populaire à cette accumulation capitaliste grassement soutenue par l'État et aux dépens des services publics et des programmes sociaux.

Une base sociale Solidaire en dissonance avec le discours 'travailleuse et travailleur' ?

Étant donné le succès électoral de la radicalité social-démocrate, dite « socialiste » dans le contexte étatsunien, de Zohran Mamdani élu comme maire de New-York, on est éberlué que la direction de Québec solidaire ne suive pas cette voie elle qui n'en a que pour la voie électorale. La leçon politique de l'élection de Mamdani n'est-elle pas que la polarisation socio-économique de la société en est rendue au point qu'elle entraîne sa polarisation politique, en un mot que les centres gauche et droit se vident de leurs électorats. L'évolution du monde est témoin. C'est dire à quel point la direction Solidaire, et une bonne partie de sa base semble-t-il, se conforte au centre-gauche quitte à donner raison aux sondages défavorables. Comment expliquer ce mystère ? Est-ce la composition de la base sociale militante du parti particulièrement celle en haut de la pyramide ? Serait-elle moins travailleuse et travailleur que petite-bourgeoise (et col blanc sécurisé) pas riche mais instruite de ce savoir académique ou administratif qui raffermir le réformisme modéré et rend allergique à la radicalité et aux ruptures ?

L'embêtant est que cette fraction de classe, base du parti, est au Québec tendanciellement indépendantiste, ce qui est une rupture non banale soit celle d'un relativement important pays

impérialiste membre du G-7. Il y a une forte contradiction entre le caractère centre-gauche de la PPÉ et son engagement indépendantiste car la réalisation de la PPÉ centre-gauche ne requiert nullement l'indépendance. Une attitude prudente, pour ne pas dire centriste, pour un parti de centre-gauche serait d'ignorer cette tendance ou pour le moins de l'édulcorer dans un discours ronflant mais édenté. C'est peut-être ce que tentera de faire Québec solidaire durant la campagne électorale, malgré sa plateforme, si on en juge par son discours politique actuel quasi silencieux sur cet enjeu. Après tout, une bonne partie de l'électorat Solidaire, à distinguer de sa base, est composé de progressistes non indépendantistes. Sans compter que le trumpisme guerrier raffermirait les hésitations de l'électorat sur cet enjeu. Le problème c'est la compétition avec le PQ qui convoite en partie la même base indépendantiste après avoir failli disparaître pour avoir marginalisé l'indépendance. Pourtant, dans la conjoncture actuelle, le PQ pourrait se casser les dents en la prônant. À bon escient, les Solidaires opposeront l'inclusivité à l'identitarisme du PQ. Mais ça ne sera pas suffisant pour que l'électorat embarquer dans un tel projet risqué. Surtout si l'indépendantisme devient la question de l'urne, la navigation à vue du PQ et Solidaire sur une mer turbulente profiteront aux Libéraux et peut-être à la CAQ.

Pour une plateforme de rupture socio-écologique en diapason avec celle indépendantiste

La seule façon de s'en tirer, hors opportunisme qui accorde l'indépendance au trumpisme, serait de faire de la PPÉ une plateforme de rupture écologique et socio-économique en diapason avec celle indépendantiste. Cet indépendantisme de gauche rejette celui vengeur du PQ s'en prenant aux personnes racisées par des allusions mesquines et trompeuses au sujet de l'immigration. Serait en mesure d'accéder à une économie du soin et du lien en décroissance matérielle un Québec inclusif débarrassé du poids mortuaire de l'extractivisme pétrogazier et tout-électrique soutenu par la finance privée de Toronto et celle publique d'Ottawa auxquelles participent les sous-fifres québécois. Le Québec se délesterait de l'auto solo en faveur d'un système de transport en commun mur à mur et d'un complément d'autopartage communautaire. La production nationale de bois, d'aluminium et d'acier sera embrigadée dans une corvée-habitation de mise à niveau écoénergétique du déjà bâti et de construction très majoritaire de logements sociaux à consommation d'énergie quasi zéro. Puisant dans le gisement de « négawatts » des bâtiments rénovés et rejetant les énergivores centres de données pour le nuagique qui accapare les données personnelles et pour l'aliénante intelligence artificielle, il ne sera pas nécessaire d'augmenter de 50 % la production électrique à un coût faramineux sauf marginalement celle solaire couvrant les bâtiments. Ainsi, l'économie du Québec ne sera plus soumise au chantage des affairistes étatsuniens et canadiens. Quant à l'alimentation, soulagée pour l'essentiel de la production carnée et laitière, l'agriculture biologique québécoise sera en mesure de nourrir son monde pour l'essentiel. D'amicaux rapports internationaux avec les pays non impérialistes, surtout du Sud, permettront d'y exporter pour importer ce qui manque.

Marc Bonhomme, 21 mars 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com